

Direction Secteur Développement Urbain  
Urbanisme

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Liberté – Égalité – Fraternité

**Ville de Givors**

## **ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**N°AR2022\_588**

**OBJET : ARRÊTÉ DE NUMÉROTATION AU 11 ET 13 RUE DE LA RÉPUBLIQUE**

**Le maire de Givors,**

**Vu** le Code des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213-28 ;

**Vu** le décret n° 94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication des voies et du numérotage ;

**Vu** l'arrêté n° AR2022\_040 du 21 janvier 2022, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Benjamin Alligant, conseiller municipal ;

**Considérant** que le numérotage des habitations constitue une mesure de police que le maire peut prescrire ;

**Considérant** que le numéro de voirie est indispensable pour recevoir correctement le courrier et être facilement localisable dans la vie quotidienne (service à la personne, visites diverses, accès des services publics et d'urgence...) ;

**Considérant** la demande du promoteur Les Nouveaux Constructeurs concernant le numérotage de l'immeuble situé sur les parcelles AR 031, AR 572 et AR 573 à Givors ;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** Il est prescrit la numérotation suivante sur la rue de la République :

N° immeuble	Références cadastrales
N° 11 et 13	Parcelles n°AR 031, AR 572, AR 573

**Article 2 :** Les frais de premier établissement et de renouvellement, pour cause de changement de série, du numérotage, sont à la charge du budget communal.

Les propriétaires peuvent toutefois être autorisés à procéder à l'apposition, à leurs frais et sous le contrôle des services communaux de plaques.

**Article 3 :** Les frais d'entretien et, hors le cas de changement de série, de réfection du numérotage, sont à la charge des propriétaires qui doivent veiller à ce que les numéros inscrits sur leurs maisons soient constamment nets et lisibles et conservent leurs dimensions et formes premières.

**Article 4 :** Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et contrôle de l'autorité municipale.

**Article 5 :** Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté par :

- publication au recueil des actes administratifs et affichage en mairie de Givors,
- notification à l'intéressé,
- ampliation du présent arrêté à l'ensemble des services publics intéressés : La Poste, l'administration des impôts, le cadastre, l'opérateur historique, Engie, Enedis, les pompiers, l'INSEE, le service de l'eau et de l'assainissement de la Métropole de Lyon.

**Article dernier :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le 16 septembre 2022,

Benjamin ALLIGANT,  
Conseiller municipal  
délégué à la voirie et aux  
bâtiments municipaux

Envoyé en Préfecture le :

Affiché ou notifié le :